

PRÉFET DE L'INDRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire

Châteauroux, le 30 janvier 2017

Unité Interdépartementale du Cher et de l'Indre

INSTALLATIONS CLASSÉES

Société SUEZ Centre Ouest

Commune de VICQ-SUR-NAHON

Nos réf : AG n° 2017 / SITA Vicq/Nahon / SUP
Vos réf. : Votre transmission du 19 avril 2016

Demande d'instauration de servitudes
d'utilités publiques

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1 – Présentation du site

La société SITA Centre Ouest, devenue SUEZ RV Centre Ouest, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur son site de VICQ-SUR-NAHON depuis 1995.

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux a été autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 1995 (modifié par l'arrêté préfectoral du 9 août 2006) pour 25 années ; son échéance est fixée au 6 novembre 2020.

L'arrêté d'autorisation vise également une déchetterie (à déclaration) et une station de transit de déchets non dangereux.

Le site est ainsi constitué :

- d'une installation de stockage de déchets non dangereux (déchets industriels provenant d'installations classées et ordures ménagères) comportant plusieurs casiers de stockage dont un est dédié au stockage d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- d'une station de transit de déchets non dangereux ;
- d'une déchetterie.

Un plan du site est joint en annexe du présent rapport.

2 – Cessation d'activité et suivi post-exploitation

Conformément aux dispositions des articles R. 512-39-11 à R. 512-39-6 du code de l'environnement, un dossier de cessation partielle d'activité a été adressé à Monsieur le préfet et reçu par l'inspection le 11 décembre 2013.

Le dossier de cessation porte sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (activité ayant cessé en mai 2011) et sur la déchetterie (activité ayant cessé en août 2013).

Cette notification de mise à l'arrêt a été depuis complétée par la déclaration de mise à l'arrêt de l'exploitation du casier amiante, transmise le 30 juillet 2015 à Monsieur le préfet et reçue le 17 août 2015 à la DREAL.

Ainsi seule reste l'activité de transit et les locaux administratifs et sociaux afférents.

2-1 Réaménagement du site

D'une façon générale, le réaménagement du site consiste en un recouvrement du massif de déchets par une couverture finale permettant d'assurer un isolement pérenne des déchets avec le milieu environnant, limiter les infiltrations d'eaux pluviales et favoriser l'intégration dans le paysage et la re-végétalisation du site.

Compte tenu du mode d'exploitation, le réaménagement des casiers conduit à la formation d'un dôme dont la ligne de crête doit être parallèle à la RD 956.

Avec l'arrêt anticipé des activités de stockage, la cote maximale atteinte est moins importante que prévu (181,5 m NGF au lieu de 183 m NGF). L'exploitant a joint à son dossier un nouveau plan de réaménagement.

2-2 Suivi post-exploitation

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 11 janvier 1995, modifié par l'arrêté du 9 août 2006, fixe les conditions de réaménagement final du site ainsi que les modalités du suivi post-exploitation.

En effet, en application des dispositions de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux alors applicables, l'arrêté du 9 août 2006 fixe un programme de suivi de l'installation pour 30 ans.

Celui-ci comprend notamment :

- le contrôle mensuel du système de captage du biogaz
- le contrôle mensuel de la composition du biogaz capté (sur les paramètres CH₄, CO₂, O₂)
- le contrôle trimestriel de la composition du biogaz capté (sur les paramètres CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂, et H₂O)
- le contrôle annuel des émissions de SO₂, CO, HCl, et HF en sortie de torchère
- le contrôle trimestriel de la qualité des eaux souterraines
- le contrôle et le traitement des lixiviats en station d'épuration extérieure au site
- le contrôle semestriel des rejets d'eaux pluviales vers le milieu naturel
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal)
- les observations géotechniques avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement.

L'exploitant assure ce suivi depuis l'arrêt de l'activité de stockage.

Le suivi post-exploitation étant déjà en place, des servitudes d'utilité publique restent à être instaurées.

3 – Cadre réglementaire relatif à l'institution de servitudes d'utilités publiques

En application de l'article L. 515-12 (et R. 515-31-1) du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publiques peuvent être instituées sur l'emprise des sites de stockage de déchets.

L'objectif de ces servitudes est de garantir l'interdiction d'implantation de constructions et d'ouvrage susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent également permettre d'assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz tout en protégeant l'accès au site.

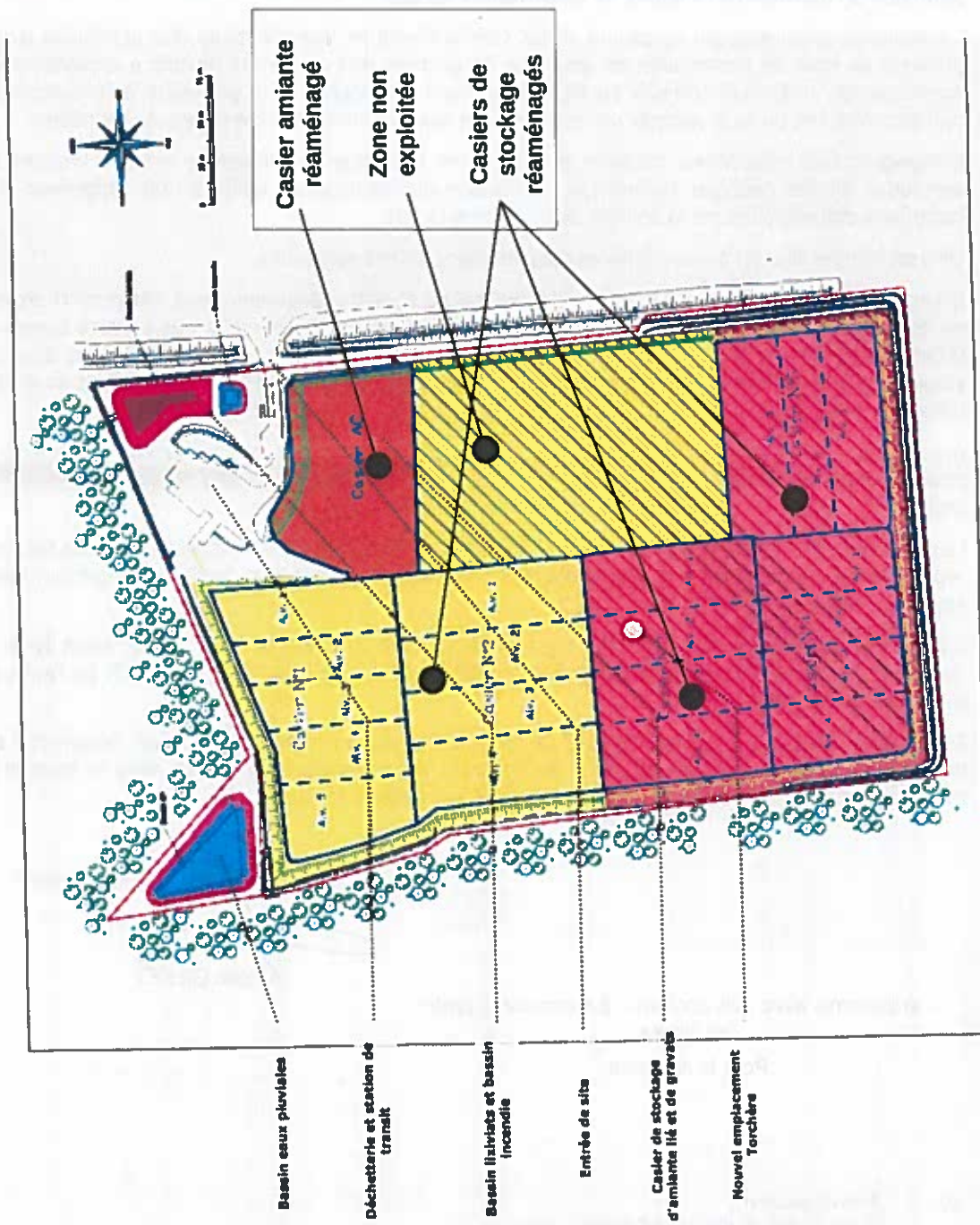
Ces servitudes peuvent ainsi comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol, la limitation des usages du sol, du sous-sol et des nappes phréatiques, ainsi que la subordination de ces usages à la mise en œuvre de prescriptions particulières, et permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

Dans le cas des installations de stockage des déchets, ces servitudes peuvent être instituées à tout moment. Elles cessent de produire effet si les déchets sont retirés de la zone de stockage.

4 – Recevabilité du dossier de servitudes d'utilité publique

Un dossier de demande d'institution de telles servitudes a ainsi été déposé par la société SUEZ Centre Ouest en même temps que le dossier de mise à l'arrêt en décembre 2013.

Ce dossier a été complété le 15 avril 2016 afin de tenir compte de la cessation d'activité du casier « amiante » déclarée en juillet 2015 et de la demande de mise en place de servitudes également au droit de ce casier.



Le dossier de demande de servitudes d'utilité publique constitué par la société SUEZ Centre Ouest répond aux dispositions de l'article R. 515-31-3-II du code de l'environnement. Il comporte :

- une notice de présentation
- une synthèse des aménagements réalisés
- un plan cadastral au 1 / 2000^e accompagné des relevés de propriété
- un plan au 1 / 1000^e délimitant l'emprise des servitudes demandées
- l'énoncé des règles envisagées
- la liste des suivis environnementaux effectués dans le cadre de la surveillance post-exploitation.

Un projet d'arrêté préfectoral instituant des servitudes, établi sur la base de ce dossier, est joint au présent rapport et l'énoncé des servitudes d'utilité publique proposées y figure.

5 – Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées

L'usage futur des terrains doit être compatible avec les installations mises en place lors de l'activité de stockage des déchets et nécessaires au suivi post-exploitation. Ces usages doivent notamment permettre un maintien de l'intégrité de la couverture du site.

La demande présentée par la société SUEZ Centre Ouest en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique au droit de l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'elle a exploitée sur la commune de VICQ-SUR-NAHON paraît suffisamment développée pour permettre à l'ensemble des parties prenantes de se prononcer sur la pertinence des servitudes d'utilité publique proposées.

L'inspection des installations classées propose donc d'engager la procédure visant à instituer des servitudes d'utilité publique au droit de l'installation de stockage de déchets non dangereux et du casier amiante exploités par la société SUEZ Centre Ouest.

Un seul propriétaire est concerné par la mise en place de ces servitudes.

En application des articles L. 515-12 et R. 515-31-5 du code de l'environnement, l'inspection propose en conséquence à Monsieur le préfet de solliciter l'avis écrit du propriétaire des terrains concernés (Monsieur RABER – La Gaultière – 36600 VICQ-SUR-NAHON) sur le projet d'arrêté joint, ainsi que celui du conseil municipal de la commune de VICQ-SUR-NAHON, en substitution de la procédure d'enquête publique.

À noter que faute d'avis émis dans le délai de trois mois, leur avis est réputé favorable. Toutefois, ils pourront être encouragés à répondre avant ce délai de façon à ne pas retarder davantage la procédure.

Les résultats de ces consultations seront transmis à l'inspection des installations classées pour proposition d'un rapport et d'un projet d'arrêté préfectoral de servitudes d'utilité publique qui seront soumis pour avis au CODERST.

L'inspection des installations classées propose également à Monsieur le préfet de saisir l'avis du service en charge de l'urbanisme de la Direction Départementale des Territoires (DDT) de l'Indre sur le projet d'arrêté joint.

Aucun délai n'étant précisé dans le code de l'environnement pour cette consultation, l'inspection des installations classées propose un délai de 30 jours. Il conviendra de préciser dans le courrier de transmissions que, passé ce délai, l'avis de la DDT sera réputé favorable.

L'inspecteur des installations classées